

LIVRY PARTICIPATIF

Questionnaire

Ali HAMZA

Candidat aux élections municipales 2026 de Livry-Gargan

Les 15 et 22 mars 2026

« ENSEMBLE, REDONNONS VIE A LIVRY-GARGAN »

LIVRY PARTICIPATIF

Questionnaire adressé aux candidats - Municipales 2026 - Livry-Gargan

Envoyé le 16/02/2026

Contact : contact@livryparticipatif.fr - livryparticipatif.fr

Objet : Recueil de questions, d'engagements et de positions des candidats sur des thématiques locales (démocratie, transparence, urbanisme, environnement, mobilités, etc.).

Principe : Ce questionnaire comporte des questions ouvertes et des questions fermées. Les questions fermées permettent un tableau de synthèse. Les questions ouvertes permettent une expression libre.

Publication : Les réponses sont susceptibles d'être publiées (avec mention des non-réponses) afin d'informer les habitants. La publication peut inclure des corrections typographiques mineures, sans modification du sens. Les candidats peuvent joindre, s'ils le souhaitent, un lien vers leur programme. Pour toute précision ou rectification avant publication : contact@livryparticipatif.fr.

Date limite de réponse : 02/03/2026 à 23h59.

Identification de la liste

Nom de la liste	Redonnez nous vie à Livry-Gargan
Tête de liste / candidat(e) maire	HANZA Aei
Contact (mail)	hanzaei @ hotmail.fr
Téléphone	0638 66 19 79
Site / réseaux sociaux (le cas échéant)	

1) PRIORITÉS, MÉTHODE, PROMESSES VERIFIABLES

A1 - Quelles sont vos 3 axes prioritaires pour Livry-Gargan en 2026-2032 ? Donnez 1 action par axe, avec calendrier prévisionnel de démarrage et résultats attendus.

Développement (réponse libre) :

Sécurité - Immédiat
Éducation - Immédiat
Développement économique local - Immédiat

A2 - Quelles seront vos priorités ou vos actions prioritaires durant les 6 premiers mois du mandat, et quelles mesures concrètes, datées et réalisables, comptez-vous lancer dès votre arrivée pour les mettre en œuvre ?

Développement (réponse libre) :

Audit financier de la Ville - Immédiat
Rencontres avec les fournisseurs - Immédiat
Audit des Postes/Services - Immédiat

2) FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE

B1 - Quelle est votre conception du fonctionnement du Conseil municipal ?

Développement (réponse libre) :

Je souhaite mettre en place un Vote à Bulletins
Secret.
Donner la parole aux opposants.

B2 - En tant que maire, vous engagez-vous à ce que, dans votre majorité, chaque conseiller municipal conserve une totale liberté de vote, et qu'aucun élu ne soit contraint à voter « par bloc » ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Vote à Bulletins Secret.

B3 - Vous engagez-vous à ne pas sanctionner un conseiller de votre liste (retrait de délégation / responsabilité, mise à l'écart) uniquement pour un vote divergent ?

☐ Oui ☒ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

La Démocratie doit jouer son Rôle

B4 - Vous engagez-vous à publier en ligne le règlement intérieur du Conseil municipal ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

3) TRANSPARENCE ET DÉMOCRATIE OUVERTE

C1 - Vous engagez-vous à rendre publics l'intégralité des postes, fonctions et responsabilités afférents, directement ou indirectement, aux responsabilités du maire et de chaque conseiller municipal (responsabilités et représentations liées au mandat, délégations, organismes, Société d'économie mixte, syndicats, etc.) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

- Un Maire doit rendre compte des Comptes
à sa population.

C2 - Conseil municipal : dans le cadre de la transparence démocratique, votre liste s'engage-t-elle à publier dans un délai fixe en *open data* (format ouvert, librement réutilisable et exploitable) :

La liste des délibérations : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
La transcription des débats : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Les résultats des scrutins : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Le résultat : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Le vote de chaque élu : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
La liste des présents/absents et procurations : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Le Conseil Municipal se réunit périodiquement afin de délibérer sur les propositions de la majorité municipale présentées à l'ensemble des élus afin d'obtenir un vote, qu'il soit à main levée ou à bulletin secret, comme en dispose des articles du Code des Collectivités Territoriales. En effet, chaque vote peut être librement publié dans le cadre de la transparence démocratique à condition qu'il ne soit pas à bulletin secret. Par ailleurs, nous approuvons tous les éléments mentionnés ci-dessus dans la mesure où les élus sont les représentants des administré.e.s qui les ont désignés pour six ans. Cependant, bien que nous souhaitons qu'un délai légal a fortiori du Conseil Municipal puisse être préalablement établi, rappelons que des délibérations de dernière minute peuvent apparaître seulement quelques instants avant le Conseil Municipal dans la mesure où des décisions importantes devraient être prises suite à des activités administratives et légales qui le nécessiteraient. A cet effet, un débat prendrait place pendant le Conseil Municipal dans la mesure où ces délibérations n'auraient pu être préalablement envoyées à l'ensemble des élus.

C3 - Vous engagez-vous à organiser la retransmission intégrale des conseils municipaux et de garantir leur pérennité en ligne ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Création d'un espace local

C4 - Vous engagez-vous à créer un agenda public (accessible au public) de toutes les réunions publiques, y compris réunions de riverains, réunions de quartier et balades urbaines ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) : Il est bien évidemment nécessaire d'informer via un agenda préalablement fixé à l'avance nos administré.e.s des événements, réunions et autres manifestations prévus dans notre ville, hormis ceux qui auraient fait l'objet d'une imminente nécessité dans le cadre de la gestion municipale.

C5 - Finances : Vous engagez-vous à publier en *open data* (format ouvert, librement réutilisable et exploitable) les éléments financiers suivants :

Ensemble des subventions : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Ensemble des dépenses, hors marchés publics : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Ensemble des marchés publics : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Ensemble des financements, prêts et aides aux tiers, qu'ils soient publics ou privés : ☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) : Nous sommes entièrement disposés à rendre public tous les éléments comptables et financiers constituant la liste ci-dessus concernant la gestion municipale. Nous vous rappelons qu'il s'agit de la loi. Cependant, cette même loi dispose que, lors d'un don privé, le donateur dispose du droit d'agir anonymement.

C6 - Quels indicateurs êtes-vous prêts à mettre à disposition des Livryens pendant la durée du mandat ?

Développement (réponse libre) :

Le bilan périodique et tous les éléments que le Code des Collectivités Territoriales (CCT) autorise à diffuser.

C7 - Vous engagez-vous à rendre publics, au fil de l'eau, les travaux et comptes rendus de réunions des instances municipales de démocratie participative ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Les travaux et comptes rendus de réunions peuvent être mis à la disposition des administrés à leur demande. Cependant, toute diffusion n'est en mesure d'avoir lieu que dans le cadre régit par l'ensemble des participants et en respect de leur intégrité morale avec leur consentement. Cependant, toute information relatant de travaux impliquant notre volonté d'accroître la démocratie participative est en mesure d'être diffusé à partir du moment où cette action se révèle constructive et hiérarchisée par une organisation préalablement fixée.

C8 - Vous engagez-vous à garantir la communicabilité effective des archives historiques, courantes et intermédiaires de la ville conformément au Code du Patrimoine ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Le Code du Patrimoine dispose de l'obligation par la municipalité de conserver les archives municipales liées à l'activité de la commune. Cependant, certains documents émanant des institutions de la République peuvent, à la demande du Préfet et des autorités publiques, être classés confidentiels. Cependant, tout document relatif au fonctionnement de la commune peut être mis à la disposition des administrés dans la mesure où sa diffusion n'engendre pas la révélation d'informations privées régies par le droit privé dont l'article 9 du Code Civil et par sous peine de sanctions énoncées par le Code Pénal.

C9 - Vous engagez-vous à garder accessibles sur le site internet de la ville les décisions, arrêtés et délibérations prises au cours du mandat 2020-2026 ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Bien entendu, cela est indispensable

4) URBANISME ET PLANIFICATION URBAINE

D1 - Quel est votre diagnostic sur le PLUi (Grand Paris Grand Est) appliqué à Livry-Gargan : qu'est-ce qui vous convient, qu'est-ce que vous voudriez changer, et par quelle procédure ?

Développement (réponse libre) :

Je souhaite retourner la priorité aux
Inspecteurs d'être maître de leur Maison

D2 - Quels engagements prenez-vous sur la « respiration » urbaine : cœurs d'îlots, pleine terre, perméabilité, ombrage, îlots de chaleur ?

Développement (réponse libre) :

Non nous engageons à limiter l'artificialisation
à préserver et à créer des espaces en pleine terre.
Plutôt que du tout béton - Je pense à des surfaces perméables
dans les N+1 et 2

D3 - Quelle est votre conception des cœurs d'îlot tels que prévus dans le PLUi ?

Développement (réponse libre) :

PLUi A Revue

D4 - Comptez-vous renégocier, dans le cadre du PLUi, les orientations relatives aux cœurs d'îlot ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Cela fera l'objet d'une étude maîtrisée et adaptée aux orientations que nous proposerons aux administrés.e.s

D5 - Comment entendez-vous répondre aux objectifs de densification tout en assurant la préservation des espaces verts ?

Développement (réponse libre) :

Le ou la sera déterminée
et répondra localement à chaque projet

D6 - Comment entendez-vous répondre aux objectifs de densification tout en assurant la préservation du patrimoine bâti livryen, incluant les bâtiments déclassés dans le PLUi ?

Développement (réponse libre) :

à ou la sera déterminée

D7 - Souhaitez-vous réintégrer dans leur protection patrimoniale les bâtiments suivants :

Pavillon Dionnet	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Castel Guy-Mollet	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Écoles Jacob	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Immeubles du bd Chanzy	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Gare de l'Abbaye	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Les bâtiments historiques cités ci-dessus appartiennent à l'Histoire de notre ville. Nous souhaitons, bien évidemment les conserver. Cependant, certains immeubles du boulevard de Chanzy régis par le droit privé sont vétustes et dans un état de délabrement et d'insalubrité qui ne justifie par leur classement. Cependant, pour la plupart d'entre eux, si le coût des travaux de reprise et de remise aux normes actuelles régies par la loi le permet, ils pourront faire l'objet d'une étude spécifique par expertise justifiant leur destination et leur classement.

D8 - Quelle importance accordez-vous aux objectifs ZAN (zéro artificialisation nette) ?

Développement (réponse libre) :

Je souhaite faire une réflexion par
quartier et le soumettre au référentiel local.

D9 - Vous engagez-vous à publier en open data, chaque année, les indicateurs ZAN ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

C'est une nécessité

D10 - Avez-vous un ou plusieurs projets urbanistiques pour la commune, et comment comptez-vous articuler ces derniers pour qu'ils ne se contredisent pas avec l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette), mais s'équilibrent réellement sur le terrain ?

Développement (réponse libre) :

Parmi les nombreux projets, deux secteurs se distinguent, d'abord à CHANZY puis à la Poudrerie Hochailles avec des aménagements qui ne contrediront pas l'objectif ZAN en raison de notre volonté d'y développer des espaces verts et arborés, entre autres, parmi les parcelles accueillant des constructions adaptées à ces projets. Toute cette articulation nécessite une vision globale et harmonieuse en accord avec la qualité de vie que nous souhaitons.

5) ENVIRONNEMENT, QUALITÉ DE VIE ET BIODIVERSITÉ

E1a - Souhaitez-vous réintégrer dans le PLUi la protection environnementale et paysagère des parcs, jardins communaux et alignements d'arbres ? (équivalent minimum séquences paysagères remarquables / Espaces Verts Paysagers et Écologiques)

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

E1b - Souhaitez-vous réintégrer dans le PLUi dans leur protection environnementale et paysagère les espaces suivants ? (équivalent minimum séquences paysagères remarquables / Espaces Verts Paysagers et Écologiques)

Parc Lefèvre :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc de la Mairie :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Lac de Sévigné :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc Vincent-Auriol :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc Bellevue :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc des friches :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc Georges-Pompidou :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) : Dès 1962, Jubin Mondor a développé nos espaces verts. Il a implanté des arbres dans beaucoup de nos rues. Cet héritage doit être préservé et nous souhaitons le développer et l'intensifier au regard des zones encore fortement dépourvues. Les espaces cités ci-dessus constituent des entités remarquables qu'il convient de protéger afin de préserver l'environnement et la biodiversité au sein de notre ville.

E1c - Souhaitez-vous intégrer une protection environnementale et paysagère dans le PLUi pour les espaces suivants ?

Parc Georges-Clemenceau :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Parc du Castel Guy-Mollet :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Autres :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas
Autres :	☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) : Dès 1962, Jubin Mondor a développé nos espaces verts. Il a implanté des arbres dans beaucoup de nos rues. Cet héritage doit être préservé et nous souhaitons le développer et l'intensifier au regard des zones encore fortement dépourvues. Les espaces cités ci-dessus constituent des entités remarquables qu'il convient de protéger afin de préserver l'environnement et la biodiversité au sein de notre ville.

E2 - Agenda 2030 : Vous engagez-vous à rendre public les documents de référence relatif (Objectifs de développement durable - ODD), ainsi que ses mises à jour, et à publier un tableau d'indicateurs de suivi ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Transparence financière sur les
les sujets

E3 - Nuisances (bruit / axes routiers / ferroviaire) : comment entendez-vous garantir la protection de la santé publique au regard des nuisances sonores (axes routiers, ferroviaire, zones pavillonnaires et zones de densité urbaine) ?

Développement (réponse libre) : Faire un Audit

Au-delà de l'audit, nous solliciterons le département, la région et l'Etat sur la nécessité d'étudier les aménagements extérieurs à la ville afin qu'une grande partie de la circulation observée sur la RD 933 soit déviée sur d'autres axes pour les véhicules qui ne sont pas destinés à s'arrêter dans notre ville.

E4 - Gestion de l'eau : désimperméabilisation, noues, récupération d'eau de pluie, arrosage sobre, continuité écologique. Quels sites en priorité ?

Développement (réponse libre) : faire une étude sur l'ensemble des sites de la ville afin de déterminer la priorité

E5 - Souhaitez-vous mettre en œuvre des mesures visant la préservation de la biodiversité sauvage en ville (faune et flore : oiseaux, chauves-souris, hérissons, pollinisateurs, etc.) ? Comment ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Cette question semble similaire à d'autres questions présentes dans ce questionnaire où nous avons répondu que la biodiversité et le respect de l'environnement constituent des valeurs fondamentales dans un milieu urbain que nous souhaitons défendre et protéger. Tous les moyens seront mis en œuvre afin de préserver cette biodiversité constituant la vie.

E6 - Souhaitez-vous généraliser une gestion différenciée des espaces verts (fauche tardive ciblée, zones refuges, diversification des strates, limitation des tailles sévères, etc.) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

En nous plaçant au cœur du point de vue écologique qui ne demande que la nature puisse reprendre son essor sur l'urbanisation, nous sommes bien évidemment favorables pour que la gestion différenciée soit appliquée dans nos espaces verts et dans nos rues. Cependant, beaucoup de nos administrés peuvent parfois se plaindre du manque d'entretien dans la mesure où trop d'herbes urbaines jonchent le sol et les caniveaux des rues. A cet effet, il s'agit d'agir très intelligemment au sein de notre territoire afin de dédier des zones préalablement définies avec les administrés lorsque nous les consulterons. Des zones sont en mesures de pouvoir accueillir la gestion différenciée, mais d'autres espaces doivent, au contraire, être entretenus et aménagés avec des tontes régulières et une floraison adaptée afin d'embellir notre ville par des aménagements ordonnés incitant le civisme et la propreté des lieux.

E7 - Vous engagez-vous à intégrer la biodiversité du bâti lors des opérations de rénovation (protection des gîtes/nids existants, calendrier de travaux, diagnostics, dispositifs de maintien/recréation) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Nous souhaitons intégrer la biodiversité au bâti lors d'opérations de rénovation mais aussi de construction, ce qui nous permettra d'obtenir la labélisation HQE++ et d'obtenir des subvention non négligeables de l'Etat et de la région permettant d'orienter le budget marginal récupérer à de nouveaux investissements en faveur de la biodiversité.

E8 – Vous engagez-vous à prévoir, dans les projets municipaux et/ou dans les prescriptions aux opérateurs, des dispositifs tels que : nichoirs intégrés, gîtes à chauves-souris, continuités végétales, toitures/façades végétalisées (lorsque pertinent) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

L'écosystème dont dispose la nature nous rappelle chaque jour le degré d'implication que nous devons porter à la préservation de la faune et de la flore, notamment par des aménagements que nous sommes naturellement disposés à proposer dans nos projets municipaux et dans nos prescriptions aux opérateurs. L'environnement régit la santé et la salubrité de toute espèce vivante et se doit d'être respecté autant par nos actes citoyens quotidiens que par des installations adaptées.

E9 – Vous engagez-vous à appliquer, pour tout réaménagement significatif (place, parvis, square, grande voirie), une démarche de prise en compte de la biodiversité fondée sur : éviter, réduire, puis compenser en dernier recours ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Comme précédemment énoncé dans la réponse à la question E8, la prise en compte de la biodiversité est indispensable à la préservation de l'écosystème dont dispose la nature, surtout en milieu urbain où l'attention portée à l'environnement est une des priorités pour sa préservation.

E10 – Vous engagez-vous à encadrer les chantiers et opération (ville et opérateurs) pour limiter les impacts sur la biodiversité (périodes sensibles de nidification, protection des arbres/haies, continuités, etc.) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Les travaux publics constituent la vie d'une ville en constante évolution en raison de la nécessité de s'adapter aux nouvelles demandes légales et juridiques, entre autres. Ainsi, des intervenants agissant sur le domaine publics vi : les bailleurs de la ville devront impérativement faire part de leurs intervention auprès du services des espace publics lors de la constitution de l'arrêté municipal signé par l'élú après avoir obtenu l'autorisation de réaliser le travaux dans le DT / DICT. Aussi, une équipe de surveillants de travaux sera créée au sein de la direction des service techniques de la ville afin qu'ils puissent suivre chaque chantier et vérifier qu'aucun impact néfaste n'aura eu lieu sur les entités naturelles constituant la biodiversité de la ville.

E11 - Politique de l'arbre : comment souhaitez-vous préserver la canopée existante ?

Développement (réponse libre) :

Identifier et Recenser les Arbres Existants
Avant Tout Travaux d'aménagement

E12 - Abattages : quelle doctrine appliquerez-vous (dernier recours, expertise contradictoire, publication des diagnostics, replantation à l'identique vs diversité) ?

Développement (réponse libre) :

on ne s'en fait pas
on se soucie pas

E13 - Arbres matures : que mettez-vous en place pour protéger durablement ce type de patrimoine naturel (sol, racines, chantier, clôtures, suivi sanitaire etc.) ?

Développement (réponse libre) :

Définir des Zons de Protection de l'Arbre
11
racines
lors des chantiers

E14 - Proposez-vous quelque chose pour le cèdre du Liban (ex RN3 - RD 933), nommé « Arbre de l'Année 2025 ».

Développement (réponse libre) :

Oui

E15 - Vous engagez-vous sur une protection des arbres centenaires de la ville ? Si oui, comment ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Les arbres centenaires de la ville seront inscrits au patrimoine remarquable de la ville. Nous instaurerons des référencements qui permettront d'accroître le patrimoine naturel de la ville et de justifier la préservation des essences plantées, leur entretien et le développement des mesures liées à la protection de la biodiversité.

E16 - Vous engagez-vous à appliquer, chaque fois que possible, une politique de taille raisonnée des arbres sur la voirie communale ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Un arbre urbain requiert une attention bien particulière contrairement à un arbre situé en zone rural. L'impact de l'activité urbaine et de son positionnement lui confère une vie périlleuse où l'on se doit d'établir un entretien spécifique. Cela commence par l'élagage qui ne doit pas forcément être réaliser par la taille en rideau. D'autre part, afin d'éviter la propagation des maladies entre les arbres alignés de même essence, il convient d'alterner les essences dans une même rue.

6) MOBILITES, STATIONNEMENT ET SECURITE ROUTIERE

F1 - Êtes-vous favorable aux orientations du Plan local de mobilité du GPGE en matière de mise en place des 30 km/h sur l'ensemble de la voirie communale ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Le nombre de véhicules circulant sur la voie publique est en constante évolution. D'autre part, le comportement routier nécessite davantage de contrôle et de surveillance dans la mesure où la vitesse excessive s'avère très dangereuse au sein de notre ville. Afin de pallier les dangers, nous sommes favorables à l'application de la « ZONE 30 » sur l'ensemble du territoire de la commune dans le cadre de la protection des administré.e.s et des usagers.

F2 - Etes-vous favorable aux orientations du Plan local de mobilité du GPGE en matière de mise en place, sur l'ex RN3 (RD 933), d'aménagements cyclables la classant comme faisant partie de « l'armature cyclable principale » ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Les pistes cyclables constituent un véritable atout pour la circulation douce de notre ville. Cependant, tou.te.s les administré.e.s ne sont pas en capacité physique et motrice de se déplacer en vélo. Il convient donc d'étudier sereinement le positionnement de ces pistes cyclables afin que véhicules terrestres à moteur, véhicules terrestres électriques et vélos puissent évoluer en harmonie et en parfaite sécurité sans altérer la fluidité de la circulation générale au regard du flux constaté sur la RN 933.

F3a - Plan de circulation : prévoyez-vous la mise en place d'un véritable plan de circulation sur la ville ? incluant l'ensemble des mobilités existantes ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

La circulation est l'une de nos priorités. Il faut repenser les déplacements urbains avec un plan de circulation adapté au trafic automobile d'aujourd'hui incluant les mobilités douces afin que chaque espace soit desservi facilitant ainsi la vie des administré.e.s et des usagers.

F3b - Comment ?

Développement (réponse libre) :

Non allons réaliser un nouveau plan de circulation avec les habitants.

F4a - Prévoyez-vous d'exclure l'automobile de certaines parties de la ville ?

☐ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Consultation des habitants

F4b - Si oui, comment assurerez-vous l'inclusion des personnes dépendant de ce seul type de transport (mobilité réduite, nécessité de transport de charges, besoins quotidiens des riverains tels que courses et livraisons) ?

Développement (réponse libre) : Avec des mini bus qui circulent RDV pour des personnes en situation handicapée et âgées.

F5 - Vélo : quelles liaisons continues et comment sécuriserez-vous les carrefours ?

Développement (réponse libre) : La mobilité fera l'objet d'une audit avec les habitants -

F6 - Tram T4 : quelles améliorations demandez-vous ? Pensez-vous intervenir auprès d'Île-de-France Mobilités pour demander un rétablissement de la qualité de service perdue ces dernières années ? Si oui, par quels moyens ?

Développement (réponse libre) : ni

Le Tram T4 est une entité dépendant d'Île-de-France Mobilités pour son exploitation mais de la SNCF pour les voies exploitées. Les deux entités doivent être conjointement sollicitées en permanence par une convention que nous pourrions établir afin d'imposer une obligation d'entretien des abords des voies, de la sécurisation des plateformes existantes et d'un service adapté à la demande des administré.e.s.

F7 - Quelle stratégie proposez-vous pour répondre durablement aux difficultés de stationnement sur la commune, et comment envisagez-vous de repenser globalement la circulation et le stationnement dans les quartiers, sans grever davantage le budget des ménages ?

Développement (réponse libre) : Les administré.e.s rencontrent, depuis plusieurs années, beaucoup de difficultés lorsqu'il s'agit de stationner leur(s) véhicule(s). Le nombre de logements ayant considérablement augmenté depuis dix ans, de nombreuses familles dotées de plusieurs véhicules sont venues s'installer dans notre ville sans que des aménagements aient été pensés au préalable. A ce jour, nous souhaitons référencer toutes les résidences et parcelles privées afin de signifier à leurs propriétaires d'être dans l'obligation de stationner leurs véhicules au sein de leur espace privé – lorsque celui-ci le permet – afin de décongestionner les places de stationnement mis à disposition sur la voie publique. D'autre part, nous souhaitons créer de nombreux parkings souterrains gardiennés dans les différents quartiers de la ville où les administré.e.s et les usagers pourront se stationner avec aisance. Des forfaits seront créés pour les résidents.

F8 - Une partie importante du parc social dispose de parkings dédiés, souvent sous-utilisés, les locataires privilégiant le stationnement gratuit sur voirie plutôt que la location d'une place privative. Prévoyez-vous d'intervenir auprès des bailleurs sociaux ou d'employer d'autres leviers afin de régler ce problème de sous-utilisation de places dédiées ?

☒ **Oui** ☐ **Non** ☐ **Ne se prononce pas**

Développement (réponse libre) :

En effet, des places de stationnement sont mis à disposition des locataires. Cependant, beaucoup de locataires ne souhaitent pas verser mensuellement les charges liées à ce service.

De ce fait, nous allons trouver des solutions par le biais d'une convention avec les bailleurs disposant que tout locataire titulaire d'un véhicule soit en mesure d'utiliser la place de stationnement qui lui est dédiée. Cela permettra, ainsi, de décongestionner, dans un premier temps, les places mis à dispositions sur la voie publique afin que d'autres usagers puissent en disposer

F9a - Comptez-vous soutenir la prolongation du TZEN3 entre Gargan et Vaujours ?

☒ **Oui** ☐ **Non** ☐ **Ne se prononce pas**

F9b - Comptez-vous soutenir la prolongation du TZEN3 entre Gargan et Vaujours si celle-ci entraîne la suppression de l'alignement d'arbres et du cèdre du Liban ?

☐ **Oui** ☒ **Non** ☐ **Ne se prononce pas**

F9c - Comptez-vous soutenir la prolongation du TZEN3 entre Gargan et Vaujours si celle-ci entraîne la suppression de 2 voies de circulation sur l'ex RN3 (RD 933) ?

☐ **Oui** ☒ **Non** ☐ **Ne se prononce pas**

Le développement du TZEN est en mesure d'apporter aux administré.e.s un véritable atout en termes de mobilités, notamment pour les quartiers les moins desservis par les actuels transports en commun.

Cependant, en raison de nombreuses infrastructures qui doivent être installées afin d'accueillir ce nouveau moyen pour notre ville, il nous est inconcevable de sacrifier les arbres de la villes – dont le cèdre du Liban quadricentenaire – ainsi que les quatre voies de circulation de la RD933 entre Livry-Gargan et Vaujours en raison du flux de circulation important de véhicules qui imposerait le blocage de cette voie majeure et la dégradation de la paisibilité des rues adjacentes qui seraient empruntés à défaut par les automobilistes., d'une part, et de notre volonté de préserver et développer les espaces verts dans toute la ville d'autre part.

F10 – Création d'une station du T4 à l'angle Marx-Dormoy / Léon-Blum : vous semble-t-elle possible et souhaitable ? Si oui, comment et avec quels appuis ?

☐ **Oui** ☐ **Non** ☐ **Ne se prononce pas** ☒ **A définir**

Développement (réponse libre) :

En effet, une station à cet emplacement permettrait à de nombreux usagers résidant le quartier d'éviter de marcher longuement vers la station T4 Léon Blum ou République/Marx Dormoy.

Cependant, il nous est inconcevable de recevoir la charge financière d'une telle opération au détriment de nos administré.e.s.

Sachant que le débranchement du T4 a généré de nombreuses contraintes concernant les infrastructures, cette ligne a également suscité de nombreux aménagements nécessitant l'abattage de tous les arbres de l'avenue Marx Dormoy aux abords de la ligne.

Il faudrait, dans la mesure où nous envisagerions la création d'une station, solliciter les administré.e.s afin de leur demander un avis précis et structuré et de pouvoir, ainsi, justifier la présence d'une utilité publique afin que la Métropole du Grand Paris, le département, la région et la SNCF, puissent la prendre en considération et intervenir afin de mettre en place un projet d'installation adapté à l'environnement immédiat.

F11a - Création d'une station de métro à Libération : Cela vous semble-t-il possible et souhaitable ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

La place de la Libération est un des pôles historiques de la ville qu'il faut impérativement préserver. La création d'une station de métro est tout à fait pertinente mais uniquement sous certaines conditions que nous aurons préalablement fixées, à savoir la préservation de la quiétude du quartier, la nécessité que la MGP respecte la décision des élus quant aux spécificités des installations techniques et le respect de la part de la MGP de ne pas imposer la construction de centaines de logements dans un périmètre de 800 mètres en compensation financière de la création d'une gare souterraine desservant le GPE numéro 16. Avant toute décision, il est souhaitable d'analyser et d'étudier chaque critère dans le cadre de la préservation des bâtiments publics et privés de notre ville, de la protection de nos administré.e.s et de la tranquillité publique. Concevoir une station de métro nécessite un chantier colossal qui met en péril le patrimoine existant. Il convient, à cet effet, de se prémunir des ces susceptibles écueils dans l'intérêt de notre ville.

F11b - Comment comptez-vous concrètement réaliser ce projet ? Comment tenir compte des conséquences d'une nouvelle station de métro sur les règles d'urbanisme et le stationnement ? Avec quels appuis ?

Développement (réponse libre) :

La réponse à la question F11b est contenue dans une partie de la réponse à la question F11a

Il s'agit d'analyser l'impact sur le quartier et les incidents qu'une telle installation provoquerait dans la mesure où nous déciderions d'installer une station Place de la Libération. Etre élu, c'est aussi savoir prendre des décisions dans l'intérêt de ses administré.e.s et en concertation avec elles/eux et dans l'intérêt de l'avenir de sa ville.

7) SECURITE, TRANQUILLITE PUBLIQUE

G1 - Quelles mesures concrètes (éclairage, médiation, police municipale, prévention, etc.) seront mises en place ? Comment en évaluerez-vous l'efficacité (faits, plaintes, enquêtes de victimation) ?

Développement (réponse libre) :

SE REFERER A MON PROGRAMME

G2a - Quelles mesures opérationnelles comptez-vous mettre en œuvre pour réduire les vols, agressions et incivilités, renforcer la prévention de la délinquance. Par quels moyens ?

Développement (réponse libre) :

SE REFERER A MON PROGRAMME

G2b - Quelle stratégie de prévention souhaitez-vous développer et quels indicateurs de résultats permettront d'évaluer l'efficacité de ces mesures ?

Développement (réponse libre) :

SE REFERER A MON PROGRAMME

G3 - Vidéosurveillance : quelle utilisation sera faite du réseau existant ? Comment garantirez-vous la disponibilité des vidéos en cas de plaintes ?

Développement (réponse libre) :

SE REFERER A MON PROGRAMME

G4 - Entendez-vous réaliser un audit opérationnel de la vidéosurveillance (fonctionnement des caméras et du Centre de Supervision Urbain 'CSU') suivi d'évaluations annuelles et rendre public ces documents ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Projeté

G5 - Données liées à la sécurité publique : les données statistiques relatives aux interventions de la police municipale seront-elles mises à disposition en open data ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Toutes les données concernant la sécurité et la sûreté de nos administré.e.s ne peuvent pas faire l'objet d'une diffusion intégrale des données pouvant être susceptibles de les mettre en danger. Nous devons vous informer que l'objectif de la Police, qu'elle soit municipale ou nationale, est d'interpeller les personnes mettant en péril la quiétude et la santé de la vie d'autrui. Si de telles informations venaient à être diffusées, les opérations de Police que nous mettrons en place ne permettraient pas d'appréhender les criminels qui ne doivent pas, quant à eux, posséder la moindre information confidentielle. De ce fait, vous comprenez aisément que ces informations doivent rester confidentielles au préalable des opérations de Police qui seront menées où les agents devront intervenir impérativement en toute sécurité pour leur personne et leurs accompagnants.

G6 - Nuisances du quotidien (rodéos, dépôts sauvages, feux d'artifice sauvages, tapages) quels dispositifs opérationnels entendez-vous mettre en place pour lutter contre ces nuisances ?

Développement (réponse libre) :

Nous mettrons en place des arrestations systématiques lors d'interventions que nous demanderons à la Police Municipale de réaliser avec un transfert automatique des individus se trouvant dans l'illégalité en raison des compétences juridiques de la Police nationale à cet effet. Chaque individu se trouvant dans l'illégalité recevra un procès-verbal adapté à son forfait selon les textes de loi du Code de Procédure Pénal et du Code Pénal.

8) ÉCOLES, JEUNESSE, SPORT, SANTE

H1 - Votre vision et vos engagements sur la carte scolaire en ville ?

Développement (réponse libre) :

L'éducation constitue l'essence même de la formation des plus jeunes au sein d'une société où la culture et l'apprentissage apportent des chances supplémentaires à chacune et à chacun d'entre nous. Nous accompagnerons toutes les jeunes livryennes et tous les jeunes livryens dans leur formation, leur épanouissement personnels dans les nombreuses activités que nous leur proposerons, allant de la crèche aux portes des études supérieures post-bac. Nous voulons leur apporter toutes les conditions optimums pour réussir leur scolarité à Livry-Gargan et au-delà dans leur cursus universitaire en préparation pour celles et ceux qui souhaitent réaliser des études supérieures. Et ce par des équipements de qualité, des interventions régulières par des professionnels de l'éducation et de la vie active afin qu'ils puissent s'immiscer dès le plus jeune âge dans les rouages de la vie active. Aussi, il convient d'organiser sereinement la carte scolaire afin que chaque enfant puisse recevoir sa formation dans une école à proximité de son domicile.

H2a - 5^e collège : Votre vision et vos engagements sur un 5^e collège à Livry-Gargan et sur la réponse à apporter à la saturation/évolution des effectifs (création d'un collège, extension/rénovation, sectorisation, autres solutions) ?

Développement (réponse libre) :

La création d'un cinquième collège nécessite une étude que nous réaliserons en fonction des demandes des administré.e.s et des secteurs de la ville qui nécessiteraient l'arrivée d'un tel établissement et ce, en concertation avec l'inspection académique.

H2b - 5^e collège : Vous engagez-vous à organiser une concertation transparente et continue avec les représentants de parents d'élèves, associations concernées, habitants et/ou riverains sur ce dossier (cadre, fréquence, comptes rendus publics) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

La concertation avec tous les acteurs de la vie scolaire nous est indispensable pour proposer à tous les élèves une vie scolaire riche destinée à la meilleure formation qu'il soit. Nous souhaitons prendre en considération chaque avis et agir en fonction des informations que nous aurons reçues tout en proposant notre expérience et nos connaissances en matière de scolarité.

H3 - Cantine : quels sont vos objectifs (qualité, local, végétarien, lutte contre le gaspillage) ?

Développement (réponse libre) :

VOIR LE PROGRAMME

H4- Avez-vous d'autres objectifs ou propositions de campagne relative aux cantines scolaires ? Lesquels ? Comment entendez-vous financer ces projets ?

Développement (réponse libre) :

VOIR LE PROGRAMME

H5 - Jeunes : quelles propositions sur l'emploi, l'orientation, les stages (partenariats entreprises), et sur les lieux (maisons de quartier) ?

Développement (réponse libre) :

VOIR LE PROGRAMME

H6 - Vos projets pour la Clinique Vauban : quelles propositions concrètes avez-vous ? Quelles échéances ?

Développement (réponse libre) :

Relancer la Clinique Vauban

La clinique Vauban est une entité médicale à laquelle nous sommes attachés, où des milliers de personnes y sont nées, où de nombreux soins qualitatifs ont eu lieu, où de grands noms de la Médecine y ont exercé. A cet effet, nous souhaitons relancer la clinique Vauban et lui donner une seconde vie afin qu'elle puisse devenir une référence en termes de soins afin que des médecins généralistes et des médecins spécialistes puissent de nouveau y exercer. A cet effet, il s'agit d'agir auprès des groupes privés qui en ont la propriété et auprès de l'Etat pour être soutenus dans notre démarche. Les administré.e.s ont besoin de cette clinique et la Ville de Livry-Gargan doit accueillir en son sein une grande entité telle que la Clinique Vauban pour que chacune et chacun d'entre nous ait le droit aux meilleurs soins.

9) SOLIDARITES, LOGEMENT, CADRE DE VIE

I1 - Logement : votre ligne sur le social / l'intermédiaire, la lutte contre l'habitat indigne, la rénovation énergétique.

Développement (réponse libre) :

Chaque administré.e bénéficiant d'un logement social doit pouvoir y vivre dignement dans le respect dû à sa personne. Cela commence par des locaux d'habitation sains, extrêmement propres et aménagés avec toutes les dispositions indispensables à l'accessibilité pour toutes et pour tous comprenant des aménagements pour les personnes à mobilité réduite. Tous les logements sociaux devront faire l'objet d'une restructuration et d'un réaménagement de la part des bailleurs qui en sont les propriétaires. Nous imposerons aux bailleurs sociaux la mise en conformité des résidences de la ville et nous alerterons chaque fois qu'il sera nécessaire de le faire l'Agence Régionale de Santé et les pouvoirs publics afin de nous accompagner et de nous soutenir dans notre démarche. La vie quotidienne de chaque administré.e est notre priorité. Chacun dispose du droit d'évoluer dans des conditions saines et dignes au sein d'un environnement agréable et dépourvu de nuisances.

I2 - Seniors / handicap : accessibilité de l'espace public, accompagnement, lutte contre l'isolement : quelles actions entendez-vous mener dès la 1^{re} année ?

Développement (réponse libre) :

Avant toute action, il convient de mener un audit de la situation actuelle sur l'ensemble du territoire de la commune. Cette première année sera consacrée aux études de faisabilité et à la préparation des dossiers qui nécessitent le respect des délais légaux s'échelonnant à six mois minimum en termes de procédures liées aux marchés publics et à l'activation des entreprises répondant aux appels d'offres obligatoires afin d'intervenir sur la voie publique par les travaux que nous souhaitons mener.

I3 - Vous engagez-vous à intégrer au plan de circulation un plan pluriannuel « piéton à mobilité réduite » et à publier ce plan chaque année ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Le plan pluriannuel que nous souhaitons mettre en place sera évolutif en fonction des priorités observées au regard des dispositions actuelles mais aussi en fonction du budget dont nous disposerons au regard des dépenses concernant d'autres sujets prioritaires que nous ne pourrions pas négliger. A cet effet, nous pourrions le diffuser chaque année afin que chaque administré.e puisse en disposer aisément pour organiser ses déplacements tout en sachant que des modifications pourront intervenir en fonctions de certains incidents étant survenus et contrariant notre programme d'action. Ce plan piétons à mobilité réduite sera bien évidemment inclus dans le plan de circulation.

I4 - Propreté : quels sont vos objectifs en termes de prévention et d'information citoyenne ?

Développement (réponse libre) :

Nous responsabiliserons chaque administré.e à la préservation et à la salubrité de leur espace privé comme dans l'espace public à proximité de leur lieu d'habitation, avec l'entretien de leur entrée charretière et du trottoir juxtaposant leur parcelle privée. Mais aussi, signifier à toutes et à tous que la propreté de la voie publique est l'affaire de toutes et tous. Par ce faire, des agents municipaux assermentés procureront la ville au quotidien et interviendront auprès des usagers qui ne respectent pas la loi quant à l'interdiction formelle de jeter des débris sur la voie publique. Chaque forfait sera sanctionné par un avis de contravention et signalé en mairie. Par ailleurs, des campagnes d'information auront lieu dans les écoles, dans les réunions de quartiers et auprès de chaque administré.e par de la documentation visant à les informer de la nécessité de protéger notre environnement par des actes citoyens maintenant la propreté de notre ville. Par ailleurs, un dispositif municipal avec la présence d'agents qualifiés sera présent chaque jour et dans tous les quartiers de la ville pour veiller au maintien de la propreté.

I5 - Des engagements en termes de nettoyage et d'enlèvement des déchets jonchant la voirie et des dépôts sauvages ?

Développement (réponse libre) :

Comme précédemment énoncé, un dispositif municipal avec la présence d'agents qualifiés sera présent chaque jour et dans tous les quartiers de la ville pour veiller au maintien de la propreté. Une brigade spécialisée attachée aux services de la propreté et de la Police municipale interviendra au quotidien et chaque forfait sera immédiatement sanctionné par un avis de contravention justifié par l'irrespect de la loi en vigueur.

I6 - Vous engagez-vous à faire appliquer les sanctions réglementaires en matière de déchets sur la voie publique et de dépôts sauvages ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Pour ce faire, des agents municipaux assermentés procureront la ville au quotidien et interviendront auprès des usagers qui ne respectent pas la loi quant à l'interdiction formelle de jeter des débris sur la voie publique. Chaque forfait sera sanctionné par un avis de contravention et signalé en mairie.

10) CULTURE, PATRIMOINE, IDENTITE DE LA VILLE

J1 - Pavillon Dionnet (lié à l'histoire de Métal Hurlant) : souhaitez-vous réintégrer le pavillon Dionnet dans sa protection patrimoniale ? Quelle est votre position exacte (vente, protection, réhabilitation, usage culturel) et quel montage (commune, mécénat, subventions, etc.) ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Le Pavillon Dionnet, parmi d'autres lieux témoins de l'Histoire de notre ville, sera préservé et réhabilité avec des travaux de remise aux normes de sécurité et d'accessibilité. La culture constitue pour nous un essor vers le bien-être et l'épanouissement moral et intellectuel que nous ne souhaitons pas négliger. L'option de lui donner une destination culturelle paraît évident pour nous mais nous souhaiterions que l'ensemble des administré.e.s puissent donner leur avis car il s'agit aussi de leur Histoire, liée à leur vie comme à celle de leurs aïeux. Le moment venu, nous saurons conférer à cet endroit une pérennité sans commune mesure grâce, effectivement, à des subventions de l'Etat et de la région francilienne pour la préservation de notre patrimoine et de la richesse de son histoire.

J2 - Culture de proximité : pensez-vous augmenter le budget municipal dévolu à la culture ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Il nous sera indispensable d'augmenter le budget lié à la culture en raison des nombreux projets que nous lui consacrerons. La vie des administré.e.s nécessite aussi un épanouissement intellectuel par l'accès à la culture. Elle est primordiale pour l'éveil de chaque personne en leur conférant le plaisir de découvrir de nouvelles entités liées à l'art comme à la littérature et à l'Histoire, entre autres. La culture ouvre l'esprit et permet de s'unir autour d'une même passion enrichissante.

J3 - Pensez-vous augmenter la part de subventions dévolues aux associations culturelles ?

☒ Oui ☐ Non ☐ Ne se prononce pas

Développement (réponse libre) :

Lors de la réalisation d'un budget municipal, la part destinée aux associations doit être répartie de façon légitime et proportionnée selon l'intérêt qu'elle voue au service du public. Une association agit dans l'intérêt des administré.e.s. Quelle que soit l'activité, chaque association devra établir une présentation annuelle structurée qui générera un budget que nous lui accorderons. La culture fait partie de nos projets mais d'autres associations doivent aussi être dotées équitablement. Ce point devra être débattu au sein du Conseil Municipal avec la consultation des administré.e.s.

J4 - Quelle part du budget, quels lieux, quelle politique pour les associations, et quels critères d'attribution ?

Développement (réponse libre) :

Les associations, que nous soutenons et que nous soutiendrons, doivent évoluer et être reconnues pour le bien qu'elle génèrent auprès des administré.e.s. Quelle que soit l'activité, chaque association devra établir une présentation annuelle structurée de ses projets pour l'année à venir qui générera un budget que nous lui accorderons. Les associations doivent être dotées équitablement les unes par rapport aux autres selon l'intérêt qu'elles vouent au service du public. Ce point devra être débattu au sein du Conseil Municipal avec la consultation des administré.e.s.

J5 - Spectacles vivants : Avez-vous des projets ? Si oui, lesquels ?

Développement (réponse libre) :

Nous avons de nombreux projets de spectacles vivants pour lesquels nous sommes directement en lien avec les productions de spectacles vivants mais aussi auprès d'entités et associations locales de talent qui ne demandent qu'à être proposées au public au sein des différents lieux de la ville leur étant dédiés. Tous ces projets seront communiqués lors d'une prochaine présentation culturelle qui nécessite une organisation précise avant toute annonce. Cependant, nous sommes certains de vouloir diversifier les spectacles vivants afin que tous les âges et toutes les entités culturelles soient représentés.

J6 - Spectacles vivants : Si oui à la J5, dans un cadre hautement concurrentiel et une conjoncture de fermeture de lieux de spectacles, quels financements, lieux et partenariats envisagez-vous pour viabiliser l'exploitation des lieux ? Comment assurer le transport ou le stationnement du public ?

Développement (réponse libre) :

Tous les éléments dédiés au développement de la culture se retrouvent en partie dans le programme. Par ailleurs, des aménagements et de nouvelles entités seront créés pour les lieux culturels.

J7 - Quelles actions concrètes prévoyez-vous pour protéger, valoriser et financer l'entretien / la pérennisation du patrimoine local, y compris les bâtiments et sites historiques ?

Développement (réponse libre) :

Il s'agit d'abord de référencer tous les sites culturels, d'établir un audit de leur état structurel et de réaliser des demandes de subventions auprès des institutions comme des particuliers et autres entreprises privées qui deviendraient des mécènes pour le développement de la culture en parfait accord avec le cadre légal régit par la loi et les institutions.

J8 - Avez-vous un projet précis de valorisation économique et/ou culturel d'un ou plusieurs bâtiments sur la commune ? Ce projet garantie-il sa conservation ?

Développement (réponse libre) :

Nous avons plusieurs projets précis qui feront l'objet d'une prochaine concertation avec le futur Conseil municipal et les administré.e.s.

11) QUESTIONS DIVERSES

K1 - Donnez 3 sujets où la mairie décide seule, 3 où l'intercommunalité décide, 3 où le département ou la région jouent un rôle majeur.

Développement (réponse libre) :

La mairie peut décider seule des aménagements urbains sur les voies communales, de la politique scolaire menée pour les structures et matériels dédiés à l'éducation allant des crèches municipales à la dernière année de primaire, pour la sécurité et la sûreté avec sa police municipale et de la mise en place d'entités médicales constituées de professionnels qu'elle est en capacité de solliciter. Cela en fait quatre, entre autres.

Nous ne disposons pas d'une intercommunalité à ce jour dans notre ville mais d'un établissement public territorial qui dispose de certaines prérogatives qui lui ont été attribuées depuis le 01/01/2016, telles que l'assainissement, le traitement des déchets et la collecte des ordures ménagères et l'aménagement du territoire, entre autres.

Le département joue un rôle majeur pour les collèges, pour l'entretien et le développement des voies départementales et la région joue un rôle majeur pour les lycées et pour les transports en commun.

K2 - Quelle est votre vision pour l'avenir des commerces de proximité qui jalonnent la ville et comment attirer des commerces variés et de qualité ?

Développement (réponse libre) :

Notre vision est très claire. Les commerces de proximité doivent être préservés et soutenus. Ils doivent correspondre à l'attente des administré.e.s et pouvoir pérenniser leur activité en adéquation avec les aménagements qualitatifs que la ville met à leur disposition. Pour qu'existe un commerce de qualité, il lui faut recevoir la visite de clients achetant leur marchandise et leurs produits mis à la vente. Pour ce faire, les rues et les avenues dédiées aux commerces doivent être repensées et restructurées, et les commerçants soutenus par une politique de la ville les encourageant à s'y développer. Notre politique des commerces est en grande partie présentée dans notre programme. Des précisions pourront ultérieurement être apportées.

Validation et signature

Nom et qualité :

Date :

Signature :

HANNA ARI
03 / 03 / 2026

